Pour la Palestine, l’abstention aux élections municipales

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l’intérieur (c’est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l’état d’Israël) étaient abattus par l’armée d’occupation d’Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l’État sioniste qui avait confisqué et déclaré “ zone militaire ” 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la “ Journée de la Terre ” commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu’en 1948, l’Etat juif avait expulsé près d’un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le “ Grand Israël ”. Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c’est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s’est poursuivie sans relâche et s’intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec la construction du mur qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab et de Jérusalem, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l’Etat d’Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société, soutenue par les pays occidentaux

et en particulier les Etats-Unis et la France.

A l'occasion de la journée de la terre qui coïncide avec les élections municipales, nous tenons à dénoncer l'ensemble de la classe politique française, entièrement aux ordres de l'Etat d'Israël. En effet, le gouvernement français appuie l'Etat israélien dans son entreprise d'éradication du peuple palestinien. Depuis la crise syrienne, il apparait clairement que la France et Israël ont la même stratégie de liquidation de l'axe de la résistance constitué par l'Iran, le Liban, l'Irak, la Syrie et le mouvement palestinien de libération nationale. Avec l'Arabie Saoudite, ces deux Etats forment aujourd'hui l'alliance la plus belliqueuse à l'égard de la Syrie et de l'Iran, la plus radicale dans la mise à mort du peuple palestinien..

En France, les partis politiques dominants de gauche et de droite soutiennent cette stratégie de guerre à outrance : en Syrie mais aussi au Mali et en Centrafrique où se déroule actuellement un quasi génocide des musulmans déclenché par l'intervention militaire française. Dans le domaine de la politique extérieure, L'Etat français considère ses anciennes colonies comme son pré-carré, mais cette époque est bien révolue. La résistance s'organise et se renforce, notamment au Liban et en Syrie.

La politique intérieure de la France est également marquée par des pratiques néo-coloniales : les discriminations et l'islamophobie sont aujourd'hui des pratiques héritées de l'époque coloniale et appliquées aux populations immigrées issues d'Afrique et du monde arabe. Alors qu'il érige la laïcité comme une valeur sacrée, l'Etat français, avec l'appui de l'ensemble de la classe politique, stigmatise et réprime la minorité musulmane. Les deux lois anti-voiles adoptées en 2004 et 2010 témoignent que le racisme d'Etat est une réalité incontestable. Au nom de la république, une véritable islamophobie d'Etat fait d'une partie de la population le bouc-émissaire d'une société en crise économique et morale.

C’est une manière de faire diversion dans un moment d’aggravation de la crise économique et de multiplication des affaires de corruption, mettant en cause des politiques de droite comme de gauche. Plus proche du gangstérisme que d’une élite dirigeante digne de ce nom, la classe politique piétine les « valeurs de la république », pourtant censée les défendre. Tous pourris ? Les dirigeants politiques le sont, soit par leur implication dans de sales affaires soit par leur soutien à la politique islamophobe et pro-sioniste. A l’échelle locale ou nationale, les hommes et femmes politiques font partie du même système, partagent la même vision et ont des intérêts communs.

Parce que cette classe politique est sioniste, raciste et magouilleuse, nous invitons tous ceux qui sont sincèrement anti-racistes, anti-sionistes et soucieux de l’intérêt général à ne pas voter. La seule manière de sanctionner ce système politique est de lui refuser toute légitimité. Depuis des années, l’alternance gauche/droite a conduit le pays au bord du gouffre. Par l’abstention, nous devons également signifier que nous refusons cette politique extérieure fondée sur la guerre et soumise aux intérêts d’Israël. C’est notre manière d’être solidaires avec le peuple palestinien et avec tous les peuples en lutte pour l’égalité et la dignité.

COMITÉ ACTION PALESTINE